

NUMERO DE MARCHE : 2025BAIMS11GAR

OBJET DU MARCHÉ

Marché de gardiennage et de sécurisation des locaux de l'UPHF

CAHIER DES CLAUSES AMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1: Dispositions générales

1.1: Présentation

L'objet du présent marché concerne la surveillance et le gardiennage des locaux de l'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF) qui comprend cinq sites :

- Campus de Valenciennes - Mont Houy
- Campus de Valenciennes – Les Tertiales et Ronzier
- Campus de Wallers-Arenberg
- Campus de Cambrai
- Campus de Maubeuge

Le marché est un marché comprenant des prestations forfaitaires et des prestations ponctuelles.

Les prestations forfaitaires et ponctuelles sont détaillées dans le CCTP et reprises dans les annexes financières.

1.2: Forme et procédure

La procédure retenue est celle de la procédure formalisée suivant les dispositions des articles L2124-1, R 2124-1 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le marché est à bons de commande sans minimum mais avec un maximum de 400 000 € HT/an. Il est fait application des articles R 2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation n'est pas allotie au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3: Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 1^{er} septembre 2025. Il peut être renouvelé trois (3) fois un (1) an par reconduction tacite. En cas de demande de reconduction par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne peut refuser.

En cas de non renouvellement par le pouvoir adjudicateur, un préavis sera envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du marché, au minimum trois (3) mois avant la fin de validité du marché.

1.4 : Avenants et modifications

Il est fait application des articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

1.5 : Options et variantes

Sans objet

1.6 : Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique portant sur la réalisation de services similaires à ceux confiés au titulaire.

1.7 : Prestations complémentaires

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, l'UPHF se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché par ordre de priorité décroissante sont :

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (A.E) dont seul l'exemplaire original conservé par l'Administration fait foi et ses annexes (Annexe 1 : annexe financière DPGF et Bordereau de Prix Unitaires ; Annexes 2 et 3 RGPD),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le mémoire technique,
- l'attestation de présence à la réunion d'information.

Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) applicables aux marchés publics de services en vigueur à la date de remise de l'offre,
- les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de services en vigueur à la date de remise de l'offre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, l'ordre dans lequel elles sont énumérées prévaut dans leur application.

Les candidats pourront produire tout élément susceptible d'apporter une meilleure compréhension à l'offre.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 : Dispositions relatives au personnel

Le candidat doit fournir les preuves des qualifications des personnels qui interviendront en fonction de leur domaine d'intervention (agent de prévention et de sécurité, maître-chien, SSIAP...).

Le titulaire du marché doit affecter un responsable local pour l'encadrement des agents de surveillance notamment en matière de discipline et d'exécution des prestations.

Il doit fournir au représentant de l'UPHF la liste nominative des personnels qui travaillent sur les différents sites avec une copie de leur carte professionnelle, les adresses, les horaires et les jours de vacation. Cette liste doit être tenue à jour. Toute modification définitive de cette liste fait l'objet d'une information au représentant de l'UPHF. Le responsable du titulaire ne peut être changé sans l'accord du représentant de l'UPHF à qui, par ailleurs, tout nouveau personnel intervenant sur le site doit être présenté.

L'agent de sécurité, en service, doit être muni de sa carte professionnelle avec photographie d'identité.

Le personnel exécutant la prestation appartient exclusivement à l'entreprise titulaire. Le recours à une entreprise sous-traitante autre qu'une entreprise de surveillance est possible à la condition qu'elle soit elle-même agréée et le pouvoir adjudicateur doit valider l'acte de sous-traitance.

Le titulaire est responsable de la formation de ses agents. Celle-ci doit être adaptée au site notamment dans les domaines de la sécurité générale, de l'incendie et du secourisme.

Les consignes seront remises lors du démarrage du marché. Elles sont susceptibles d'évolutions en cours d'exécution du marché.

3.2 : Contrôle des prestations

Le titulaire effectue des contrôles réguliers et inopinés des équipes en place afin de contrôler la bonne exécution des prestations dans le respect des conditions contractuelles.

L'UPHF se réserve également un contrôle de la bonne exécution des prestations sans en informer au préalable l'entreprise titulaire.

Des réunions de suivi des prestations de gardiennage et de surveillance peuvent être organisées à la demande de l'UPHF.

Le titulaire est responsable des mauvais agissements ou comportements de ses agents et de ses sous-traitants sur les sites de l'UPHF susceptibles de causer un préjudice au pouvoir adjudicateur.

Si cette situation se produit, l'UPHF se réserve le droit d'exiger le retrait et le remplacement immédiat de l'agent en cause.

3.3 : Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Les matériels, objets et approvisionnements (clés, cartes, badges...) remis par l'UPHF au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché restent de la propriété de l'UPHF. Ils doivent être restitués en fin de marché dans leur état initial.

Le prestataire est responsable de la conservation du matériel remis et du respect de ces règles.

Tout manquement, porte laissée ouverte, qui occasionne l'intrusion de personnes non autorisées et des dégradations et/ ou vols dans les locaux entraîne automatiquement la mise en cause de la société et la réparation des dégâts constatés à ses frais ainsi que des éventuels changements de serrure.

3.4 : Obligations d'informations

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur, de toute modification de son entreprise (dénomination sociale, adresse, ...) et de toute modification ayant une influence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 : Responsabilités

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Le titulaire assume la bonne exécution du marché. En conséquence, il est responsable des dommages causés de son fait notamment :

- à son personnel, aux agents du site ou à des tiers,
- à ses biens ou à ceux des tiers.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel.

Il ne peut être tenu responsable des conséquences d'instructions données directement à son personnel par le pouvoir adjudicateur.

En cas de perte ou de vol des matériels, objets et approvisionnements remis par l'UPHF au titulaire, ce dernier avise sans délai l'université des exemplaires manquants. Ils seront remplacés aux frais du titulaire et feront l'objet d'une facturation au tarif appliqué par le fournisseur de l'UPHF. Ceci est valable également pour le remplacement des serrures en cas de perte de clés.

L'UPHF se réserve la possibilité de demander au titulaire le remplacement d'un surveillant ayant commis notamment l'une des fautes suivantes :

- absence ayant abouti à une période de non surveillance,
- tenue ou comportement irrespectueux ou perturbateur de nature à gêner le bon fonctionnement de l'UPHF,
- d'une manière générale en cas d'incapacité, négligence grave ou faute professionnelle.

4.2 : Confidentialité

Le titulaire est tenu de maintenir pour confidentielle toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçus à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces renseignements documents ou objets quelconques ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du marché, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du marché.

Ces obligations de discrétion et de secret professionnel s'appliquent pendant et après l'exécution du marché.

4.3 : Protection des données personnelles

Si le marché implique le traitement de données à caractère personnel par le titulaire, le titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données et sera amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'autorité adjudicatrice.

En conséquence, il est convenu entre les parties qu'une annexe A Protection des données personnelles et une Annexe B description du traitement feront partie intégrante du marché. Le titulaire s'engage à compléter et respecter l'Annexe B : Description du traitement des données à caractère personnel réalisé par le sous-traitant.

4.4 : Obligations évolutions

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables au marché et s'engage à les respecter.

En cas d'évolution de la réglementation ou de la législation applicables au marché, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer à ces modifications.

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur, sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'Université Polytechnique Hauts-de-France, des modifications survenant en cours d'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale ou la dénomination de l'entreprise,
- au siège social de l'entreprise,
- au capital social de l'entreprise,
- et de façon générale à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer le déroulement du marché.

En cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance dans l'exécution des prestations, le titulaire devra tout mettre en œuvre pour y remédier et assurer le bon déroulement du marché.

En cas de non-respect d'exécution des prestations décrites au CCTP et après une mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire. L'article 40 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire devra en tout temps disposer des matériels, des engins, des véhicules adaptés aux besoins et aux contraintes et d'un effectif en personnel suffisant pour l'exécution des prestations.

4.5 : Sécurité et protection des travailleurs

L'équipement et la sécurité des personnels doivent être conformes à la réglementation en vigueur. Le prestataire est seul responsable de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs. Dans le cadre de l'application du Code du Travail, l'UPHF et le titulaire signent un plan de prévention ayant pour objectif de prévenir les accidents ou les incidents et les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels de différentes entreprises présentes sur les mêmes lieux de travail.

Les véhicules utilisés devront être à jour concernant les vérifications périodiques applicables. Ces opérations restent à la charge exclusive du titulaire. Une copie du rapport de contrôle de l'organisme agréé sera remise à l'UPHF. Le personnel devra posséder les habilitations nécessaires à l'utilisation de ces moyens.

Le prestataire sera responsable de tous les dommages causés par l'ensemble du matériel à des personnes ou à des biens ou du heurt des engins ou matériels avec un objet, un véhicule ou une personne. L'UPHF ne pourra être tenue pour responsable.

Les risques de dégradations, pertes ou vol du matériel sont à la charge du titulaire. Ces risques devront être couverts par une police d'assurance à jour, adaptée et suffisante.

Le titulaire s'engage à informer l'UPHF de tout accident ou incident survenant lors des interventions dans les douze (12) heures suivant l'accident ou l'incident. Tout accident de travail déclaré d'un salarié travaillant pour le compte du titulaire et dont une des causes est liée à l'entreprise titulaire doit être signalé à l'Université.

Tout accident ou incident devra faire l'objet d'un compte rendu qui devra être transmis par mail au représentant de l'UPHF et être noté dans la main courante.

En dehors des plages horaires d'ouverture ou pendant les fermetures universitaires, l'UPHF dispose d'agents logés d'astreinte sur les Campus du Mont Houy et Valenciennes.

4.6 : Service minimum

En cas de grève et d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations définies par le pouvoir adjudicateur comme étant indispensables.

Le prestataire est tenu à une obligation de résultat. Il s'engage à réaliser l'ensemble des prestations demandées incluses dans le présent marché.

En cas de défaut d'exécution des prestations par le titulaire et en cas de nécessité, l'UPHF peut faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire par un autre prestataire et ce, pendant toute la durée de retard.

4.7 : Reprise du personnel

Le présent marché répond aux obligations de reprise du personnel en application de l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel (rattachés à la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 et étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985)).

Le titulaire doit réunir les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations, conformément à ses engagements. La qualification des personnels doit répondre aux exigences des différentes législations applicables.

Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur, dans les 30 jours suivant la notification du marché, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution des prestations. Cette liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire copie de tout ou partie des contrats de travail des personnels affectés aux prestations objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, à tout moment de l'exécution du marché et sans avoir à en justifier, de récuser ceux des membres du personnel du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés.

Les informations salariales seront données lors de la réunion d'information.

ARTICLE 5 : VERIFICATIONS ET ADMISSION

Conformément à l'article 27 du CCAG FCS, toute exécution de prestations donnera lieu à une opération de vérification qualitative et quantitative.

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS, les décisions faisant suite à la vérification seront prises par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Passé le délai d'un (1) mois à compter des opérations de vérification et sans contestation de la part de la personne désignée compétente pour les vérifications, les prestations effectuées seront réputées acquises.

ARTICLE 6 : SUIVI DES PRESTATIONS

6.1 : Interlocuteur dédié

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour l'ensemble des services, ayant qualité à le représenter pour l'exécution du marché. Il sera en charge du suivi administratif et technique des opérations.

Le titulaire devra informer l'UPHF de l'identité de la personne qui aura en charge le suivi et devra également l'avertir en cas de changement concernant cette personne.

Si les responsables et autres intervenants nommément désignés par le titulaire ne sont plus en mesure de remplir la mission de suivi, le titulaire devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer les noms et titre au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux (2) semaines à partir de la non-exécution de la prestation.

Cet interlocuteur est chargé également de l'encadrement et de la discipline des personnels appelés à intervenir sur les prestations et du respect des consignes de sécurité et de prévention. Il devra immédiatement informer les services de tout incident ou anomalie qui pourrait être constaté(e).

Afin de pallier aux interrogations de l'UPHF sur l'aspect technique, commercial, financier ou administratif, le titulaire devra fournir à l'Université une liste sur laquelle figurent les coordonnées des personnes compétentes et habilitées à répondre aux questions.

6.2 : Réunions

Des réunions ponctuelles pourront être organisées entre les services de l'Université Polytechnique Hauts-de-France et le titulaire en fonction des besoins.

La convocation sera réalisée par le responsable du service gestionnaire par lettre simple ou par courriel.

ARTICLE 7 : MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE

Aucune marchandise appartenant à la collectivité publique ne sera remise au titulaire.

ARTICLE 8 : GARANTIES FINANCIERES

Le présent marché ne fera l'objet d'aucune retenue de garantie.

ARTICLE 9 : AVANCE

Il est fait application des articles R 2191-7 à 15, R 2193-17 à 21 et R 2393-36 à 39 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT

Sans objet.

ARTICLE 11 : PRIX DU MARCHÉ

11.1: Contenu des prix

Les prix du présent marché sont exprimés en euros en HT et en TTC.

Pour les prestations forfaitaires décrites dans le CCTP, le prix sera global et forfaitaire. La décomposition de ce prix selon les différentes prestations forfaitaires sera reprise dans le DPGF en annexe 1 à l'acte d'Engagement qui sera renseigné lors du dépôt de l'offre.

Pour les prestations ponctuelles décrites dans le CCTP, les prix seront unitaires et seront listés dans le Bordereau des Prix Unitaires en annexe 2 à l'Acte d'Engagement qui sera renseigné lors du dépôt de l'offre.

Tous les prix comportent sans réserve ni exception, l'exécution intégrale des prestations afin d'assurer leur complète réalisation.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des déplacements et éventuelles réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations sans que ces déplacements et ces réunions puissent faire l'objet de facturation en sus des prix figurant à l'Acte d'Engagement.

11.2: Variation des prix

Le mois d'établissement des prix initiaux est le mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" ou "M0".

Les prix sont révisables à la date d'anniversaire du marché selon la formule ci-dessous.

Indice de référence INSEE : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises _ CPF 80.10 Services de sécurité privée_Prix du marché _ Base 2021 (identifiant n°010766602).

Les prix sont révisés selon la formule suivante : $P = P_0 \times (0.2 + 0.8 \frac{IM-4}{I_0-4})$

Dans laquelle :

- P: prix révisé
- P0: prix initial
- I0-4: valeur de l'indice I pour le mois antérieur de 4 mois au mois zero
- Im-4: valeur de ce même indice pour le mois antérieur de 4 mois à la date d'anniversaire de la notification du marché

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

12.1 : Modalités de règlements

Le titulaire devra préciser les prix pour l'ensemble des prestations objet du marché. Le paiement concerne uniquement les prestations effectuées.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique par virement bancaire au compte du titulaire. Le paiement s'effectuera dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

En cas de retard dans le règlement, le pouvoir adjudicateur devra au titulaire des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.

Le retard de paiement ne constitue pas une cause licite de coupure de services.

12.2 : Présentation des demandes de paiement

Les factures seront adressées au service gestionnaire.

Les factures afférentes aux prestations forfaitaires seront établies en un original sur la base du DPGF en Annexe 1 à l'Acte d'Engagement qui sera renseigné lors du dépôt de l'offre portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification des prestations et du site,
- les dates d'intervention objet de la facture,
- la nature des prestations exécutées,
- le numéro de compte bancaire ou postal tel que figurait à l'Acte d'Engagement,
- le nom du service,
- le numéro du marché,
- le montant hors taxe des prestations en question éventuellement actualisé,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées en TTC en euros,
- la date de facturation.

Le règlement correspond à la réalisation des prestations.

Les factures afférentes aux prestations ponctuelles seront établies en cohérence avec les bons de commande établis en un original sur la base du BPU en Annexe 2 à l'Acte d'Engagement qui sera renseigné lors du dépôt de l'offre portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification des prestations et du site,
- le numéro du bon de commande, objet des prestations ponctuelles,
- les dates d'intervention objet de la facture,
- la nature des prestations exécutées,
- le numéro de compte bancaire ou postal tel que figurait à l'Acte d'Engagement,
- le nom du service,
- le numéro du marché et du bon de commande,
- le montant hors taxe du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées en TTC en euros,
- la date de facturation.

La facture est adressée via le portail internet « Chorus Pro ». La solution « Chorus Portail Pro 2017 » permet le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques et est mise à disposition des fournisseurs gratuitement.

Conformément à l'article D2192-2 du code de la commande publique et à l'arrêté du 09 décembre 2016 modifié en 2022, la solution mutualisée Chorus Portail Pro 2017 permet à tous les fournisseurs de déposer leurs factures, et pièces jointes, et consulter l'avancement du traitement de celles-ci.

12.3 : Acceptation de la facture

L'Université Polytechnique Hauts-de-France accepte la facture après l'avoir rectifiée s'il y a lieu et arrête le montant de la facture à régler. Celui-ci est notifié sans délai au titulaire si la facture a été modifiée.

Le titulaire est réputé avoir accepté la rectification s'il n'a pas fait parvenir à l'Université Polytechnique Hauts-de-France une réclamation avec les justificatifs nécessaires dans les cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la facture au titulaire.

ARTICLE 13 : PENALITES

Il n'est pas prévu de montant minimum et maximum de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

Pénalités pour aspect physique négligé et/ou de mauvais comportement :

En cas de tenue d'aspect physique négligé constaté et/ou de mauvais comportement, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 50 €HT. En cas de récidive, la pénalité sera égale au double du montant de la procédure.

Pénalités pour retard d'intervention suite à alarme :

En cas de dépassement du délai mentionné au CCTP, le titulaire subit sans mise en demeure une pénalité forfaitaire de 50 €HT/ ½ heure de retard.

Pénalités pour non remise de documents :

En cas de défaut de remise de tous les documents mentionnés dans les pièces du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100 €HT sur la facture suivante.

Pénalités pour agent non accrédité :

En cas d'agents non accrédité par une entité, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100 €HT sur la facture suivante.

Pénalités pour absence d'un agent :

En cas d'agent absent lors de sa prise de fonction, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 50 €HT par heure et par agent sur la facture suivante.

Pénalités absence d'émetteurs-récepteurs :

10€HT de pénalité par jour de retard à compter du 1^{er} octobre 2025.

Pénalités absence d'une main courante électronique :

10€HT de pénalité par jour de retard à compter du 1^{er} octobre 2025.

Pénalités absence d'un contrôleur de rondes avec pointeaux :

10€HT de pénalité par jour de retard à compter du 1^{er} octobre 2025.

Pénalités absence du dispositif d'alarme travailleur isolé :

50€HT de pénalité par jour de retard à compter de 1^{er} septembre 2025.

Pénalités absence tenue et équipement individuel :

50€HT de pénalité par jour de retard à compter de 1^{er} septembre 2025.

Pénalité absence d'un véhicule :

50€HT de pénalité par jour de retard à compter de 1^{er} septembre 2025.

ARTICLE 14 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir. Le candidat peut lors du dépôt de son offre remettre toute preuve du respect quant au développement durable.

ARTICLE 15 : LANGUES DES PRESTATIONS ET DES CORRESPONDANCES

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français. Les prestations vocales et écrites (messages, ...) seront assurées en français.

En cas de correspondances écrites ou de prestations vocales réalisées dans une langue étrangère, ces dernières seront recevables uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Ces traductions sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 16 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Il est fait application du CCAG FCS.

ARTICLE 17 : ASSURANCES

Dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché au titulaire et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1253 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Dans le cadre de la mission générale, le titulaire est civilement et pécuniairement responsable des dommages qui surviendraient par le fait de sa faute ou de son fait personnel.
Il devra justifier d'une police d'assurance couvrant ce risque.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du contrat.

Le titulaire s'engage à produire, à la demande du représentant de l'UPHF, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer l'UPHF de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire doit être en possession d'un agrément délivré par le préfet conformément aux articles R611-1 et suivants du Code de la Sécurité Intérieure.

ARTICLE 18 : RESILIATION DU MARCHE- EXECUTION PAR DEFAULT

Les stipulations des articles 38 à 45 inclus du C.C.A.G.-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables. Outre les clauses de résiliation prévues aux articles 38 à 45 inclus du C.C.A.G - FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles du marché ou omission délibérée de la part du contractant de ce marché et en cas de dépassement du pourcentage d'augmentation du prix autorisé. La résiliation ne peut être prononcée si les situations mentionnées ci-dessus résultent d'un cas de force majeure, ou du fait du pouvoir adjudicateur.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D8225-5, D8222-7 à 8 du Code du Travail conformément aux dispositions de l'article 46 du Code des Marchés Publics, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 19 : DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Les stipulations de l'article 46 du CCAG FCS sont applicables.

En cas de différends ou de litiges et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Article 13 du CCAP : article 14.1.1 du C.C.A.G.-FCS